

# l'imparfait du subjonctif

Après avoir, certes, un temps, atermoyé et balancé entre emprunter une voie boumédieniste de grandeur et de fierté fondée sur le «tout-Etat» et le protectionnisme et tenter des percées réformatrices du système politique et de l'économie sur les conseils de Sbih et Isaâd, d'un côté et du trio ultra-libéral, Khelil, Benachenhou, Temmar, de l'autre, en s'essayant à casser des tabous – la poignée de main de Ehud Barak, l'invitation adressée à Enrico Macias et l'exfiltration de Abassi Madani vers le Qatar – il parvint, dans un contexte mondial fluctuant, à emprunter une voie moyenne, à mi-chemin entre les deux.

Il s'imposa, cette fois-ci, comme la source et le maître du jeu et non plus comme la seconde main et le défenseur des idées des autres, ni fils prodigue de Houari Boumediène dont il s'émancipa définitivement, ne serait-ce qu'en battant son record de longévité à la tête de l'Etat, ni partisan du laisser-faire, laissez-passer défendu par les capitalistes algériens et qui aurait fait subir à la société des moins nantis des dommages irréparables. A la faveur de la manne pétrolière qui permit les «miracles» du désendettement, de la paix sociale et de la stabilité, il opta – c'est dans son tempérament autoritariste – pour une gouvernance césariste, paternaliste et distributive.

Un modèle hors normes, un vestige des pratiques d'un autre âge qui cumule les défauts de l'une et de l'autre voie-bureaucratie, corruption galopante, économie informelle, paupérisation de la classe moyenne – sans profiter de leurs qualités – rigueur, justice sociale, ouverture, liberté d'initiative, culture du mérite, pluralisme médiatique.

Résultat : une segmentarisation hétéroclite de la société livrée au pouvoir d'une administration impitoyable, aux zaouïas ressuscitées, à l'affairisme comprador et à l'islamisme BCBG qui ne cache plus sa volonté de parvenir au pouvoir par la magie d'un «prin-temps arabe».

Le tout sur un fond de «patriotisme politique» qui accepte d'observer le profil bas durant la commémoration du cinquantenaire de l'Indépendance pour faire plaisir au gouvernement français, et d'un «patriotisme économique» qui n'hésite pas à ouvrir le marché algérien à tous les aventuriers de l'économie ultramondialiste, alors que le gouvernement promet, depuis dix ans, la mise en œuvre «imminente» d'une stratégie de ré-industrialisation de l'Algérie. Le bilan de la gestion de toutes ces années s'en retrouve mitigé, le bon alternant avec le pire : à côté de la sécurité et de la paix retrouvées, de la stabilité sociale achetée, des équilibres macroéconomiques au vert, de la réalisation des grandes infrastructures de base à des coûts exorbitants, objet de suspicion, d'un meilleur niveau de vie grâce à un modèle social assurant, sous perfusion, le minimum et partant, d'un allongement de l'espérance de vie, il y a le foisonnement de nombreux dysfonctionnements : violation de la Constitution, transgression de la justice, dévitalisation et manipulation des partis, surconsommation de Premiers ministres, maintien, en poste, pour l'éternité, de ministres incompetents, régionalisme institutionnel criant, scandales en série, avatar de la loi sur les hydrocarbures, improductivité d'un secteur public budgétivore, insolente domination des barons des conteneurs, anéantissement de la santé et de l'éducation que les gouvernants et leurs familles ont cessé de fréquenter depuis longtemps, corruption et instrumentalisation des parlementaires, des syndicats et du sport, folklorisation de la culture, maintien de l'audiovisuel sous scellés, et j'en passe...

On n'en est, certes, pas au niveau de pays comme le Maroc, surexploité par les inventeurs du salarié low-coast : 44 heures de travail hebdomadaire, pas de couverture socia-

le, pas de congé payé, pas de fiche de paie et moins de 60% du salaire européen. Quoique... si on cherche bien, on découvrira des poches du genre qui essaient, de plus en plus, un peu partout, en particulier au niveau de la main-d'œuvre enfantine, clandestinement réduite en esclavage par les nouveaux négriers.

Bien évidemment, il ne viendrait à l'idée de personne d'incriminer, dans ce bilan, la responsabilité du seul Abdelaziz Bouteflika qui a semblé, en avril 2012, dépassé par des phénomènes sur lesquels il a donné l'impression de n'avoir plus aucune prise, malgré ses pouvoirs étendus d'architecte du système, et ce, en raison d'un défaut de maîtrise de la modernité, incluse dans une vision prospective claire, le dénominateur commun de la plupart des chefs de gouvernement – fusibles et chefs de parti – maison qui se sont succédé au Palais, en renonçant à exécuter leur propre programme, une incongruité, sans précédent, dans la pratique mondiale de la politique. Or, la gouvernance moderne est d'abord une affaire de prescience. Ce n'est plus avec les standards et les normes

du siècle dernier qu'on peut arriver à proposer un avenir viable aux nations.

Il y a tant de choses qui sont survenues, depuis 20 ans, tant de découvertes, tant de révolutions technologiques qu'on ne peut plus en rester à l'âge du papier et du crayon à mine pour traiter de questions qui relèvent de la haute définition et du digital à l'ère du «World War» et des blockbusters.

Le problème ne tient plus, aujourd'hui, en Algérie à la seule personne du Président. Le problème réside, plus globalement, dans la libération et la mise à niveau de toutes les institutions en charge de la gestion du pays qui sont, irrémédiablement, saturées et n'arrivent plus à progresser parce que inactualisées, obsolètes.

L'histoire, les ressources humaines et économiques de la Nation commandent de gouverner le pays autrement que le sont l'Ouzbékistan, l'Albanie, l'Ouganda ou la Colombie. Face à la pression extérieure sécuritaire parce qu'économique et face à la suprématie du marché international qui est devenu la norme de tout, l'Algérie doit se projeter dans la perspective d'une démocratie authentique et d'un développement intelligent et juste, au détriment de «la démocratie» autoritaire et du populisme borné, sans avenir, prônés, à tort, par les forces coalisées de la régression.

La Birmanie l'a fait. L'Algérie pourrait faire mieux, avec une volonté politique affirmée. Elle en a l'ambition et les moyens.

Il n'est plus permis, dans le monde d'aujourd'hui, de gouverner un Etat avec la poigne de fer d'un Enver Hodja, d'un Walter Ulbricht ou d'un Gomulka. Bien sûr qu'on ne peut pas changer l'ordre des choses, à coup de vœux pieux, d'incantations et de leçons de morale relevant plus de l'angélisme que du réalisme.

Ce sont l'histoire, les classes, les intérêts de classe, les dynamiques sociales, les niveaux de développement, les cultures, l'envergure et la représentativité des dirigeants politiques, les stratégies de puissance transnationales qui sont, en dernier ressort, les véritables facteurs déterminants du changement. Abdelaziz Bouteflika est sur le point de passer le témoin, souhaitons-le, dans l'ordre, la concertation et le respect de la Constitution et des délais prescrits.

Au-delà de son bilan clair-obscur, au-delà de ce qu'on peut lui reprocher comme impulsivité, fidélité à certaines amitiés, tendance monarchique, il restera, dans la mémoire collective, comme un homme de la terre, bien que citadin, l'homme qui a voulu gouverner l'Algérie, au centre, en la gardant enracinée dans la tradition des ancêtres comme l'avait fait l'Emir Abdelkader, son maître spirituel.

Quitte à en farder la vitrine par quelques touches faussement modernistes. Il a voulu être une sorte de dernier empereur, un père de la nation craignant pour l'unité et l'intégrité d'un pays continental, convoité de toutes parts, et la tenant, fermement, en main, pour la prémunir des risques de dénaturation, d'embrasement et de dislocation, lui faire passer le gué et atteindre la rive du salut, rêvant d'un prix Nobel de la paix pour l'avoir sauvée de la perte.

Soit ! Vue de l'esprit ou réalité, le fait est que tout cela appartient au passé.

Les potentialités et les expériences accumulées, pendant 50 ans, prédisposent, désormais, société et Etat, à accéder à un stade qualitativement supérieur. A une autre vitesse. Sans crier, sempiternellement, au loup étranger dans la bergerie, en jouant de la diversion, et sans, non plus, sombrer dans la culture du désespoir et du «tout est noir» de la frustration et des ambitions déçues.

Le moment est venu d'envisager les voies et les moyens d'un tel passage, dans la sérénité, la vigilance et le débat dénué d'arrière-pensées. En tenant seulement compte de l'intérêt supérieur du pays et en brisant le monopole du patriotisme qui appartient uniquement au peuple. Au sens de nombre de nos concitoyens, la voie la plus judicieuse serait de travailler à la définition et à l'établissement d'un pacte national de gouvernement qui impliquerait, avant le rendez-vous de 2014, toutes les forces représentatives du pays, afin que l'élection présidentielle qui en sera le premier maillon soit l'amorce réussie d'une nouvelle ère politique.

De quoi l'Algérie a-t-elle besoin, institutionnellement, politiquement, économiquement et socialement, à ce virage délicat de son évolution vers l'âge mur ?

D'abord d'un président, bien élu, dans le cadre d'un dispositif vraiment ouvert, sur la base de trois critères au moins :  
1- un profond ancrage populaire et une expérience internationale qui l'aurait rendu proche de la communauté mondiale auprès de laquelle il pourrait plaider favorablement pour la réinsertion de l'Algérie, au plus haut niveau des concerts des Nations ;

2- des qualités d'intermédiation qui en feraient un homme d'écoute et d'action, suffisamment averti des dangers du messianisme de l'homme providentiel ;

3- une appartenance à l'élite intellectuelle avancée au fait des nouvelles configurations scientifiques, techniques et culturelles du monde moderne.

Ce président aurait à conduire quatre chantiers institutionnels fondamentaux, inscrits dans le pacte national qui consisteraient à :

1- réviser la Constitution afin de donner, davantage, de poids à la représentation nationale et de rééquilibrer les pouvoirs, dans le sens de l'indépendance et de la complémentarité ;

2- procéder à la refondation du paysage national en regroupant les sensibilités politiques autour de trois grands partis, représentatifs des principaux courants qui traversent la société : populaire, social-démocrate, libéral...

3- accorder aux régions un volant plus souple, pour impulser le développement économique et social, conformément aux besoins réels et librement exprimés des collectivités de base ;

4- convoquer des élections législatives, wilayales et communales anticipées, pour donner la chance aux élites d'exercer des responsabilités selon les dispositions de la nouvelle Constitution et de la règle du mérite.

Le nouveau gouvernement que nommerait le président serait conduit par un chef issu de la majorité élue et doté de prérogatives



Par Badr'eddine Mili

constitutionnelles pour exécuter son programme et en rendre compte, régulièrement, à la représentation nationale.

Ce programme devrait privilégier, dans le cadre d'une stratégie économique préconçue, quatre actions essentielles :

1- la définition et la conduite d'une politique audacieuse de l'emploi devant absorber, en priorité, le chômage des jeunes et des diplômés selon des recettes autrement moins primaires et démagogiques que celles qui ont eu cours, jusque-là, avec l'échec que l'on sait ;

2- le lancement, à grande échelle, d'une industrie du bâtiment adossée à une ingénierie nationale et l'affectation des logements sur la base des critères d'équité et de rentabilité sociales et économiques vérifiées ;

3 – la promotion d'une nouvelle éducation nationale, d'une université, d'une recherche scientifique performantes et d'une santé à visage humain, qui sauveraient les générations à venir d'un naufrage annoncé ;

4- la mise en œuvre de mécanismes opérationnels, efficaces, aptes à assurer une justice indépendante et la défense effective des droits de l'homme, bannissant l'exploitation, la discrimination, le sexisme et les pratiques liberticides. Naîtrait, alors, un Etat démocratique, régulateur, au vrai sens du terme, respectueux des droits et des aspirations de son peuple.

L'armée républicaine a une éminente responsabilité dans la réussite de ce processus, conformément aux compétences qui lui sont reconnues par la Constitution. Elle qui a reconquis sa popularité, sa respectabilité et son pouvoir d'attraction sur les jeunes, notamment, après son action à Tiguentourine, unanimement saluée, gagnerait, amplement, à contribuer, avec les autres forces du pays, à le faire aboutir.

L'Algérie enterrerait, définitivement, l'ancienne image d'un pouvoir militarisé face à une société islamisée qui irait, fatalement, au clash. Les mutations qui secouent les pays du proche et lointain voisinage, dans un mouvement de transformation, en continu, ont rendu tout a fait caducs et le prononciamiento militaire et le gouvernement d'un Etat par la religion, rendant la volonté populaire, incontrôlable, au-dessus de tout marchandage. En économisant la voie de la violence, l'Algérie opérerait un désenvoûtement libérateur qui permettra la création d'un large faisceau politique et social capable d'intégrer toutes les marges et de donner leur chance à tous. Elle aura tourné la page du dernier empereur qui serait, alors, entré dans l'histoire, de son vivant, avec la dignité qui convient à son rang, à l'issue d'un parcours long et heurté, sur lequel celle-ci se prononcera, avec objectivité, lorsque les passions se seront tues.

B. M.